



## CONSEIL COMMUNAUTAIRE

### *Relevé de conclusions*

LUNDI 23 AVRIL 2018 A **20H00**  
*Salle des fêtes – Commune de Cours et Buis*

## ORDRE DU JOUR

<b>I- ACTIVITES ECONOMIQUES .....</b>	<b>4</b>
1. Levée d'option d'achat du bâtiment A HAK .....	4
<b>II- VOIRIE .....</b>	<b>4</b>
2. Programme d'investissement de la voirie intercommunale 2018 – Convention sous mandat avec la commune de Pommier de Beaurepaire .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
3. Programme d'aménagement des ouvrages d'art et de la voirie intercommunale 2018 – demande de subvention.....	4
4. Clôture de l'opération sous mandat – programme voirie 2017 .....	5
<b>III- CULTURE .....</b>	<b>6</b>
5. Mise en accessibilité du cinéma – création d'une salle de rencontres culturelles – Phase APS .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
6. Appels à projets 2018 .....	6
<b>IV- TOURISME .....</b>	<b>7</b>
7. SPL Tourisme – convention d'objectifs et de moyens.....	7
<b>V- AMENAGEMENT DE L'ESPACE - URBANISME .....</b>	<b>8</b>
8. Vote du PADD du PLU commune de Beaurepaire .....	8
<b>VI- ADMINISTRATION GENERALE .....</b>	<b>9</b>
9. Fusion de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire et de la Communauté de Communes du Pays Roussillonnais – approbation du projet de périmètre du nouvel établissement public de coopération intercommunale issu de la fusion .....	9
10. Fusion de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire et de la Communauté de Communes du Pays Roussillonnais – approbation du projet de statuts du nouvel établissement public de coopération intercommunale issu de la fusion .....	10
11. Personnel : avancement de grade .....	11
12. Convention d'objectifs et de moyens avec le Tacot Bièvre Valloire mobilité - 2018 .....	11
13. SEDI – certificats d'économies d'énergie .....	12
14. Modification des commissions intercommunales .....	13
15. Tarifs photocopieurs.....	15
<b>VII- INFORMATION SUR LES DECISIONS PRISES PAR LE PRESIDENT DANS LE CADRE DES DELEGATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE.....</b>	<b>16</b>
<b>VIII- QUESTIONS DIVERSES .....</b>	<b>17</b>

DELEGUES TITULAIRES	COMMUNE	Présent	Absent/ Excusé	SUPPLEANT	Présent
M. Christian NUCCI	BEAUREPAIRE	X			
M. Philippe MIGNOT		X			
M. Jean-Claude LEBEAU		X			
Mme Colette BENISTANT			X		
Mme Monique GUILLAUD-LAUZANNE		X			
M. Yannick PAQUE			Pouvoir		
M. Alain BERHAULT		X			
Mme Béatrice MOULIN MARTIN		X			
Mme Annie MONERY		X			
Mme Michelle TARNAUD			Pouvoir		
Mme Stéphanie BOISAUBERT	BELLEGARDE POUSSIEU		X		
M. Gilbert PERROT		X			
Mme Elisabeth TYRODE	CHALON	X		Agnès VERCOUSTRE	
M. Jacques GARNIER	COUR ET BUIS	X			
M. Philippe ORSINGHER		X			
M. Patrick DURAND	JARCIEU	X			
Mme HUGONNARD		X			
M. Christian FANJAT	MOISSIEU SUR DOLON		Pouvoir		
Gilbert MANIN		X			
	MONSTEROUX-MILIEU				
M. Denis MERLIN		X			
M. Stéphane CARRAS	MONTSEVEROUX	X			
M. Etienne MAUGICE		X			
Mme Claude NICAISE	PACT	X			
M. Bernard OGIER		X			
M. Jean-Luc DURIEUX	PISIEU	X		Murielle GRIFFET	
Mme Mireille BOUVIER	POMMIER DE BPE	X			
Bernard COUDERT		X			
Mme Angéline APPRIEUX	PRIMARETTE		Pouvoir		
M. Jean Louis DELAY		X			
Mme Sylvie DEZARNAUD	REVEL TOURDAN	X			
M. Lionel POIPY			X		
M. Gérard BECT	ST BARTHELEMY	X			
Mr Bruno DANNONAY			X		
M. Axel MONTEYREMAR	ST JULIEN DE L'HERMS		X	Gille SIVIGNON	X

Monsieur Jacques GARNIER, Maire de Cour et Buis, accueille les membres du conseil et laisse la parole à Mr NUCCI, Président, qui ouvre la séance.

Le Président donne ensuite lecture des deux derniers procès-verbaux (26 mars et conseil exceptionnel du 4 avril) de la dernière séance (26 février), lesquels ne font l'objet d'aucune observation.

L'ordre du jour est abordé.

## **I- ACTIVITES ECONOMIQUES**

RAPPORTEUR : Gérard BECT

### **1. Levée d'option d'achat du bâtiment A HAK**

Vu les statuts de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire,  
Vu la délibération du 2004 relative au bail de location-vente avec l'entreprise A Hak,

Considérant qu'aux termes d'un acte reçu par Maître DESCHAMPS notaire à Beaurepaire (38270) courant 2004, la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire a consenti à la société A HAK industrial services SARL un contrat de crédit -bail immobilier portant notamment sur l'immeuble situé Commune de Jarcieu correspondant en un bâtiment industriel avec terrain référencé section ZE 200 d'une contenance de 00ha23a43ca.

Considérant qu'aux termes dudit acte, il a été consenti une promesse de vente dudit bien à la société crédit-preneur, à la somme de 342 000,00 € HT dont devait être déduits les loyers versés, si l'option était levée à la date d'expiration du contrat,

Considérant que par lettre recommandée avec demande d'avis de réception en date du 15 décembre 2015, le crédit-preneur a notifié au crédit-bailleur sa décision d'acquérir l'immeuble, objet de la promesse de vente, au terme dudit bail.

Considérant que l'acquéreur a dûment exécuté ses obligations au titre du contrat de crédit-bail immobilier et que tous comptes entre les parties ont été entièrement apurés de ce chef, sous réserve toutefois du paiement des loyers restants au titre de l'année 2018 (mars à décembre 2018) et de la taxe foncière,

Il est proposé de consentir cette vente moyennant 0 € sous réserve du paiement des loyers restants par l'acquéreur ainsi que de la taxe foncière au titre de l'année 2018.

**Le conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :**

**Consentir** à cette vente au profit de la société A HAK industrial services moyennant la somme de 0 euros, sous réserves de conditions susvisées,

**Charger** l'office notarial de Beaurepaire de la rédaction de l'acte afférent,

**Donner** tout pouvoir à Monsieur le Président pour la régularisation de ce dossier et notamment de l'acte de vente.

**Charger** le Président et le Trésorier de l'exécution de la présente délibération.

DECISIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

## **II- VOIRIE**

RAPPORTEUR : Christian FANJAT

### **2. Programme d'aménagement des ouvrages d'art et de la voirie intercommunale 2018 – demande de subvention**

Vu les statuts de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire,

*CCTB / Conseil communautaire/ Lundi 23 avril 2018/Relevé de conclusions*

La Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire réalise, dans le cadre de son programme d'aménagement des ouvrages d'art et de la voirie intercommunale 2018, des travaux d'intérêt communautaires sur les communes de Beaurepaire, Chalon, St Barthémémy, Pisieu, Pommier de Beaurepaire, Primarette, Revel Tourdan, Pact et Jarcieu.

Le montant prévisionnel de l'ensemble de ces travaux, maîtrise d'œuvre comprise est estimé à 288 747,45 € HT.

Il est proposé de solliciter l'aide financière du Département :

Taux de subvention : 45 % soit 129 936,35 € mais plafonné à 35 000 € de subvention.

**Le conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :**

**Solliciter** l'aide du Département de l'Isère pour l'obtention d'une subvention dans le cadre du programme d'aménagement des ouvrages d'art et des travaux d'investissement voirie 2018,

**Autoriser** le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

**Charger** le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente délibération.

DECISIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

### 3. Clôture de l'opération sous mandat – programme voirie 2017

Vu les compétences de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire,

Vu la délibération du 24 avril 2017 relative à l'approbation des opérations sous mandat permettant à la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire de réaliser des travaux de voirie dans le cadre du programme d'investissement 2017 pour le compte des communes de St Barthélémy, Revel Tourdan, Bellegarde Poussieu et St Julien de l'Herms,

Vu la délibération du 18 décembre 2107 relative à l'annulation des opérations sous mandat des communes de Revel Tourdan et St Barthélémy,

Les travaux étant désormais terminés, il est demandé à l'assemblée de valider le bilan financier des opérations sous mandat des communes de Bellegarde Poussieu et St Julien de l'Herms, pour les montants de travaux suivants :

Commune de Bellegarde Poussieu

#### 458109 VOIRIE 2017 BELLEGARDE POUSSIEU

Désignation	Tiers	Date	N° Mandat	Montant HT	Montant TTC
DEPENSES					
MAITRISE D OEUVRE VOIRIE 2017	AILPE	30/11/2017	1714	97,65 €	117,18 €
REFECTION VOIRIE 2017	EIFFAGE	30/11/2017	1715	2 665,41 €	3 198,49 €
REMB SUBVENTION PERCUE	BELLEGARDE POUSSIEU	11/04/2018	468		429,00 €
<b>TOTAL</b>				<b>2 763,06 €</b>	<b>3 744,67 €</b>

Désignation	Tiers	Date	N°Titre	Montant HT	Montant TTC
RECETTES					

SUBVENTION VOIRIE 2017	DEPARTEMENT	11/04/2018	264	- €	429,00 €
REMB TRAVAUX + MOE	BELLEGARDE POUSSIEU	11/04/2018	284	2 763,06 €	3 315,67 €
<b>TOTAL</b>				<b>2 763,06 €</b>	<b>3 744,67 €</b>

**458111 VOIRIE 2017 SAINT JULIEN DE L  
HERMS**

Désignation	Tiers	Date	N° Mandat	Montant HT	Montant TTC
DEPENSES					
MAITRISE D OEUVRE VOIRIE 2017	AILPE	30/11/2017	1714	102,40 €	122,88 €
REFECTION VOIRIE 2017	EIFFAGE	30/11/2017	1715	2 795,06 €	3 354,07 €
REMB SUBVENTION PERCUE	St Julien de l'Hermis	11/04/2018	469		449,87 €
<b>TOTAL</b>				<b>2 897,46 €</b>	<b>3 926,82 €</b>

Désignation	Tiers	Date	N°Titre	Montant HT	Montant TTC
RECETTES					
SUBVENTION VOIRIE 2017	DEPARTEMENT	11/04/2018	264	- €	449,87 €
REMB TRAVAUX + MOE	St Julien de l'Hermis	11/04/2018	285	2 897,46 €	3 476,95 €
<b>TOTAL</b>				<b>2 897,46 €</b>	<b>3 926,82 €</b>

**Le conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :**

**Valider** les bilans d'opération présentés ci-dessus des conventions sous mandat pour les communes de Bellegarde Poussieu et St Julien de l'Hermis,

**Autoriser** le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

**Charger** le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

DECISIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

### **III- CULTURE**

RAPPORTEUR : Sylvie DEZARNAUD

#### **4. Appels à projets 2018**

Vu les compétences de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire,

Considérant le lancement d'un appel à projets sur les thématiques « culture intercommunale », « patrimoine » ou « autour du livre » pour soutenir des projets intercommunaux réunissant les critères énoncés dans le projet de convention,

La commission culture-patrimoine réunie le 3 avril 2018 propose de retenir 12 projets du territoire :

CCTB / Conseil communautaire/ Lundi 23 avril 2018/Relevé de conclusions

1. Concert spectacle au château de Montseveroux – 1<sup>er</sup> mai
2. Feu d'art'ifice - du 7 au 10 mas
3. Carnet de voyage 11<sup>e</sup> édition – 26 et 27 mai
4. A.C.T (s) – juillet 2018 à décembre 2019
5. Mines d'air – mars à juillet / 8 juillet
6. Festival d'humour de Primarette – 14 mars – 5 et 6 avril
7. Un jour qui conte ! – septembre 2018 à juillet 2019
8. Festival de BD de Montseveroux – 8 juillet
9. Marché de Noël Cour et Buis – 15 décembre
10. Centenaire de la 1<sup>ère</sup> GM – 9 au 12 novembre
11. Journée d'échanges OVIV ORCIV – 20 juillet
12. Le festival des 4 vents

Il est proposé de signer une convention entre chaque association contractant les dépenses du projet et la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire.

**Le conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :**

**Approuver** le projet de convention ci-annexé à venir entre les associations qui contractent les dépenses du projet de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire selon les dossiers ci-dessus retenus,

**Dire** que les crédits sont prévus au budget primitif 2018 (enveloppe globale de 14 000 €),

**Autoriser** le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

**Charger** le Président et le Trésorier, chacun en celui le concerne de l'exécution de la présente délibération

DECISIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

## IV- TOURISME

RAPPORTEUR : Mireille BOUVIER

### 5. SPL Tourisme – convention d'objectifs et de moyens

Vu les compétences de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire,

Vu la délibération du 17 décembre 2012 relative à l'adhésion de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire à la SPL Mandrin Chambaran et ce, dans le but de permettre l'augmentation de l'attractivité du territoire au travers de l'atout majeur que représente l'offre culturelle et artistique,

Considérant que la SPL office du tourisme contribue à la mise en œuvre de la politique de développement touristique local et assure la coordination des interventions des divers partenaires, sur la totalité du territoire spécifié dans ses statuts.

La convention ci-annexée a pour but de définir l'objet, le montant et les conditions d'utilisation des subventions allouées par les Communautés de Communes membres pour remplir ses missions. Pour l'année 2018 montant de 84 666,66 € répartis sur 3 versements.

Elle sert également de cadre aux engagements réciproques des parties pour la réalisation au cours de l'année 2018.

**Le conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :**

**Approuver** le projet de convention d'objectifs et de moyens avec la SPL Office du tourisme tel que annexée,

**Autoriser** le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

**Charger** le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

DECISIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

## **V- AMENAGEMENT DE L'ESPACE - URBANISME**

RAPPORTEUR : Claude NICAISE

### **6. Vote du PADD du PLU commune de Beaurepaire**

Vu les statuts de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire,

Vu le code de l'urbanisme,

Vu la délibération n°2016-66 du 30 novembre 2016 de la commune de Beaurepaire relative à la prescription de la révision du PLU sur l'ensemble du territoire communal,

Vu la délibération du conseil municipal de Beaurepaire du 28 mars 2018 relative à l'approbation des orientations du PADD dans le cadre de la révision du PLU de Beaurepaire,

Considérant que le PLU est un document stratégique qui expose les grandes orientations d'aménagement de la ville et exprime le développement souhaité pour le territoire pour les 10 à 12 prochaines années. Le PLU est un document réglementaire qui régit aussi l'urbanisme au quotidien en définissant l'usage des sols (règles d'occupation et d'utilisation des sols).

Considérant que la commune de Beaurepaire a prescrit la révision PLU sur l'ensemble de son territoire par délibération de 2016.

Considérant que le code de l'urbanisme prévoit que les PLU doivent comporter un projet d'aménagement et de développement durable (PADD), lequel définit :

- Les orientations générales d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de projection des espaces naturels, agricoles et forestiers et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques
- Les orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, les réseaux d'énergie, le développement des communications numériques l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs, retenues pour l'ensemble de l'EPCI ou de la commune
- Il fixe les objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain
- Il peut prendre en compte les spécificités des anciennes communes, notamment paysagères, architecturales, patrimoniales et environnementales lorsqu'il existe une ou plusieurs communes

Considérant que les orientations générales du PADD doivent être soumises au débat en conseil municipal et être validées par la C.C.T.B qui détient désormais la compétence dans ce domaine.

Les orientations à débattre débattues en conseil municipal et ci-annexées sont :

- Défi principal : vers un développement soutenu et qualitatif
- Ambition résidentielle : rechercher une production soutenue de logements dans une diversification et une qualité typologies
- Favoriser l'émergence de logements moins consommateurs d'espace en s'adaptant aux besoins de développement et à la réceptivité des sites
- Améliorer le fonctionnement entre les polarités de la commune
- Accompagner les besoins par le renforcement et l'évolution de l'offre en équipements, services et loisirs
- Soutenir l'attractivité économique et développement l'emploi
- Façonner la qualité du cadre de vie
- Le patrimoine naturel : une valeur à préserver

**Le conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :**



**Prendre acte** des orientations du PADD débattues et validées en conseil municipal de Beaurepaire du 28 mars 2018,

**Autoriser** le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

**Charger** le Président de l'exécution de la présente délibération

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

## **VI- ADMINISTRATION GENERALE**

RAPPORTEUR : Christian NUCCI

### **7. Fusion de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire et de la Communauté de Communes du Pays Roussillonnais – approbation du projet de périmètre du nouvel établissement public de coopération intercommunale issu de la fusion**

Vu la loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, sa cinquième partie relative à la coopération locale, et notamment les articles L.5211-41-3, L.5211-5, L. 5214-1 et suivants ;

Vu l'arrêté préfectoral n°92-6549 du 15 décembre 1992 portant création de la communauté de communes du Territoire de Beaurepaire modifié par les arrêtés préfectoraux n°93-6937 du 21 décembre 1993, n°98-6858 du 13 octobre 1998, n°2000-9251 du 18 décembre 2000, n°2001-10783 du 12 décembre 2001, n°2004-09695 du 16 juillet 2004, n°2006-06111 du 26 juillet 2006, n°2006-11752 du 20 décembre 2006, n°2007-04260 du 11 mai 2007, n°2010-03679 du 31 mai 2010, n°2010-07568 du 14 septembre 2010, n°2013256-0008 du 13 septembre 2013, du 18 septembre 2015, du 22 septembre 2015, du 19 novembre 2015, n°38-2016-12-20-010 du 20 décembre 2016 et n°38-2017-12-08-004 du 8 décembre 2017 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 91-6123 du 31 décembre 1991 portant création du district de Roussillon, modifié par les arrêtés préfectoraux n° 2001-11386 du 28 décembre 2001, n° 2013347-0001 du 13 décembre 2013, n° 2014225-004 du 13 août 2014, du 11 mai 2015 et n° 38-2016-12-20-011 du 20 décembre 2016 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 38-2018-04-06-002 du 6 avril 2018 portant projet de périmètre du nouvel établissement public de coopération intercommunale issu de la fusion de la communauté de communes du Pays Roussillonnais et de la communauté de communes du Territoire de Beaurepaire ;

Vu le rapport explicatif et l'étude d'impact budgétaire et fiscal annexés à l'arrêté cité ci-dessus ;

Considérant que, conformément aux objectifs de la loi n° 2015-991 du 07 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, il convient de renforcer la cohérence des périmètres des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre ;

Considérant que la communauté de communes du Pays Roussillonnais et celle du Territoire de Beaurepaire constituent ensemble un territoire d'un seul tenant et sans enclave, doté d'atouts complémentaires, tant en termes de développement économique qu'en termes d'aménagement de l'espace ;

Considérant que, par délibérations concomitantes en date du 7 février 2018, les conseils communautaires de deux communautés de communes sollicitent le préfet de l'Isère pour engager la procédure de fusion de droit commun au 1<sup>er</sup> janvier 2019 ;

Considérant que l'arrêté préfectoral n° 38-2018-04-06-002 du 6 avril 2018 a été reçu par courrier le 10 avril 2018 et que cette date constitue le point de départ du délai de trois mois pour que la Communauté de communes du territoire de Beaurepaire délibère sur le projet de périmètre ;

Le conseil communautaire est invité à se prononcer sur le projet de périmètre tel que proposé par l'arrêté préfectoral du 6 avril 2018.

**Le conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :**

**Approuver / se prononcer contre** le projet de périmètre du nouvel établissement public de coopération intercommunale issu de la fusion de la communauté de communes du Pays Roussillonnais et de la communauté de communes du Territoire de Beaurepaire, tel qu'arrêté par le préfet de l'Isère, le 6 avril 2018, **Autoriser** le Président à accomplir tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

DECISIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

**8. Fusion de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire et de la Communauté de Communes du Pays Roussillonnais – approbation du projet de statuts du nouvel établissement public de coopération intercommunale issu de la fusion**

Vu la loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, sa cinquième partie relative à la coopération locale, et notamment les articles L.5211-41-3, L.5211-5, L. 5214-1 et suivants ;

Vu l'arrêté préfectoral n°92-6549 du 15 décembre 1992 portant création de la communauté de communes du Territoire de Beaurepaire modifié par les arrêtés préfectoraux n°93-6937 du 21 décembre 1993, n°98-6858 du 13 octobre 1998, n°2000-9251 du 18 décembre 2000, n°2001-10783 du 12 décembre 2001, n°2004-09695 du 16 juillet 2004, n°2006-06111 du 26 juillet 2006, n°2006-11752 du 20 décembre 2006, n°2007-04260 du 11 mai 2007, n°2010-03679 du 31 mai 2010, n°2010-07568 du 14 septembre 2010, n°2013256-0008 du 13 septembre 2013, du 18 septembre 2015, du 22 septembre 2015, du 19 novembre 2015, n°38-2016-12-20-010 du 20 décembre 2016 et n°38-2017-12-08-004 du 8 décembre 2017 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 91-6123 du 31 décembre 1991 portant création du district de Roussillon, modifié par les arrêtés préfectoraux n° 2001-11386 du 28 décembre 2001, n° 2013347-0001 du 13 décembre 2013, n° 2014225-004 du 13 août 2014, du 11 mai 2015 et n° 38-2016-12-20-011 du 20 décembre 2016 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 38-2018-04-06-002 du 6 avril 2018 portant projet de périmètre du nouvel établissement public de coopération intercommunale issu de la fusion de la communauté de communes du Pays Roussillonnais et de la communauté de communes du Territoire de Beaurepaire ;

Vu le rapport explicatif et l'étude d'impact budgétaire et fiscal annexés à l'arrêté cité ci-dessus ;

Vu le projet de statut du nouvel établissement public de coopération intercommunale issu de la fusion de la communauté de communes du Pays Roussillonnais et de la communauté de communes du Territoire de Beaurepaire annexé à l'arrêté préfectoral ;

Considérant que, conformément aux objectifs de la loi n° 2015-991 du 07 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, il convient de renforcer la cohérence des périmètres des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre ;

Considérant que la communauté de communes du Pays Roussillonnais et celle du Territoire de Beaurepaire constituent ensemble un territoire d'un seul tenant et sans enclave, doté d'atouts complémentaires, tant en termes de développement économique qu'en termes d'aménagement de l'espace ;

Considérant que l'arrêté préfectoral n° 38-2018-04-06-002 du 6 avril 2018 a été reçu par courrier le 10 avril 2018 et que cette date constitue le point de départ du délai de trois mois pour que les communes et les EPCI délibèrent sur le projet de statut annexé à l'arrêté préfectoral ;

**Le conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :**

**Approuver / se prononcer contre** le projet de statuts du nouvel établissement public de coopération intercommunale issu de la fusion de la communauté de communes du Pays Roussillonnais et de la communauté de communes du Territoire de Beaurepaire, tel qu'annexé à l'arrêté préfectoral du 6 avril 2018,  
**Autoriser** le Président à accomplir tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

DECISIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

## **9. Personnel : avancement de grade**

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,  
Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment son article 34,  
Vu la délibération du Conseil Communautaire en date du 24 septembre 2007 déterminant les taux de promotion pour les avancements de grade,  
Vu l'avis de la commission administrative paritaire,

Considérant l'état de service de l'agent concerné et de leur éligibilité au titre de l'avancement de grade, il convient de créer l'emploi correspondant.

Monsieur le Président propose au Conseil Communautaire, conformément aux dispositions fixées par l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984 :

De créer l'emploi suivant :

- un poste de rédacteur principal 2ème classe, à temps complet, à compter du 1er mai 2018,

De supprimer l'emploi suivant :

- un poste de rédacteur à temps complet, crée par délibération n° 2017/051 du 24 avril 2017,

**Le conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :**

**Adopter** la proposition du Président

**Créer** le poste de rédacteur principal 2ème classe à compter du 1er mai 2018,

**Supprimer** le poste de rédacteur,

**Modifier** en conséquence le tableau des emplois

**Dire** que les crédits nécessaires sont inscrits au budget

DECISIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

## **10. Convention d'objectifs et de moyens avec le Tacot Bièvre Valloire mobilité - 2018**

Vu les statuts de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire,

L'association « Le Tacot de la Bièvre », est un outil à la disposition des habitants du Territoire Bièvre Valloire et des professionnels intervenant dans le domaine de l'insertion sociale et/ou professionnelle qui existe depuis plus de 20 ans.

Cette longévité prouve l'utilité de ces services pour l'accès à l'insertion, la formation, l'emploi, le maintien en emploi des publics les plus fragilisés ayant des difficultés de transport sur le territoire.

L'association fonctionne grâce à un co-financement des collectivités : Région, Département, communautés de communes.

La dissolution du syndicat mixte ayant été prononcée au 31/12/2016, la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire a décidé de soutenir cette association.

Pour l'année 2018, la participation de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire se réalisera à hauteur de 0,35 € par habitant, soit 5 434,45 €.

**Le conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :**

**Accorder** une subvention à hauteur de 0,35 € par habitant à l'Association « Le Tacot de la Bièvre », soit un total de 5 434,45 € pour l'année 2018,

**Approuver** la convention ci-annexée définissant les modalités d'octroi de cette subvention,

**Autorise** le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

**Charge** le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente délibération.

DECISIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

## **11. SEDI – certificats d'économies d'énergie**

Vu les statuts de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire,

Vu la délibération du 27 juin 2016 relative à l'adhésion de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire au SEDI,

Considérant que dans le cadre de son adhésion au SEDI, la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire a reçu proposition du SEDI consistant à lui confier la gestion des certificats d'économie d'énergie (CEE) issus de travaux d'efficacité énergétique réalisés par la C.C.T.B, afin de les regrouper sur l'ensemble du département.

Afin de pouvoir déposer un dossier de demande de CEE, l'intercommunalité doit :

- Procéder à l'ouverture d'un compte sur le registre national des CEE
- S'acquitter des frais pour son ouverture et pour l'enregistrement des certificats
- Charger un agent de conduire la procédure de dépôt dans ses détails techniques et administratifs

A défaut, il est également possible de confier à un dépositaire commun le soin d'enregistrer des certificats produits simultanément par différentes collectivités, afin d'atteindre le seuil minimum de certificats à réunir dans un dépôt.

Depuis 2016, le SEDI recueille auprès des collectivités leurs dossiers de travaux en vue d'obtenir des CEE. Après validation par l'Etat, l'objectif est de les vendre au plus offrant et de reverser la recette aux bénéficiaires des travaux.

Il peut ainsi exister différents schémas applicables par le SEDI, notamment en fonction de la date de réalisation des travaux (passés ou à venir). La procédure la plus adaptée sera proposée par le SEDI sachant que ces procédures ne se différencient qu'en fonction de leurs délais. Quoiqu'il en soit, le principe de la valorisation financière au bénéfice de la collectivité repose sur une règle commune, exposée dans une la convention de valorisation des CEE jointe en annexe.

Outre cet aspect, cette convention pluriannuelle, à établir entre le SEDI et la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire, définit les attributions des parties et décrit les différentes procédures applicables.

L'intercommunalité conserve la possibilité de réserver son choix sur les opérations pour lesquelles elle envisage ou non de confier la gestion de ces CEE au SEDI. Ce n'est que lorsque ce choix est arrêté que les dossiers concernés ne peuvent plus être revendiqués par une autre collectivité ou un autre organisme.

**Le conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :**

**Approuver** le principe de la convention de valorisation des certificats d'énergie jointe en annexe,  
**Autoriser** le Président à signer ladite convention et tout autre document relatif à ce dossier ainsi qu'à fournir au SEDI tous les documents nécessaires à son exécution,  
**Donner** mandat au SEDI afin d'effectuer toutes les diligences administratives liées au dépôt des dossiers de CEE,  
**Charger** le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

DECISIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

## 12. Modification des commissions intercommunales

Vu la délibération du 24 novembre 2014 relative à la composition des différentes commissions de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire,  
 Vu les délibérations du 20 juillet 2015 et du 26 octobre 2015, du 24 avril 2017, du 23 octobre 2017 et du 29 janvier 2018 relatives à la modification de la composition de certaines commissions

Considérant des mouvements d'élus municipaux,

Il est proposé de modifier la composition des commissions et de représentativités de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire telles que proposées ci-dessous :

**Le conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :**

**Désigner** les délégués / représentants suivants :

### Commission finances

Communes	Délégués	Suppléant
<b>BEAUREPAIRE</b>	Alain BERHAULT	
	Georges RAMON	
	Jérémie VIAL	
	Jacques DIMIER	
<b>BELLEGARDE-POUSSIEU</b>	Gilbert PERROT	Christelle GRANGEOT
<b>CHALON</b>	Elisabeth TYRODE	
<b>COUR ET BUIS</b>	Philippe ORSINGHER	Muriel RENARD
<b>JARCIEU</b>	Stéphane GIRAUD	
<b>MOISSIEU sur DOLON</b>	Gilbert MANIN	
<b>MONTEROUX-MILIEU</b>	Jean Paul MONTAGNIER	MERLIN Denis
<b>MONTSEVEROUX</b>	Gaetan BROUARD	Etienne MAUGICE
<b>PACT</b>	Bernard OGIER	
<b>PISIEU</b>	Murielle GRIFFET	Thierry RUSSIER
<b>POMMIER de BEAUREPAIRE</b>	Stephen ROBIN	Raphaël GABILLON
<b>PRIMARETTE</b>	Marcel GAS	
<b>REVEL-TOURDAN</b>	Maryse BOUVERET	Lionel POIPY
<b>St BARTHELEMY</b>	Bernard GUILLOT	
<b>St JULIEN de L'HERMS</b>	Axel MONTEYREMARD	Jean Claude GOMIERO

### Commission Habitat – logements

Communes	Délégués	Suppléant
----------	----------	-----------

<b>BEAUREPAIRE</b>	Monique GUILLAUD-LAUZANNE	
	Jean-François BORDET	
	Denise BADOL	
	Jacques DIMIER	
<b>BELLEGARDE-POUSSIEU</b>	Philippe BONNETAIN Gilbert PERROT (CLH)	Jérôme DESORMAIS André RACAMIER (CLH)
<b>CHALON</b>		
<b>COUR ET BUIS</b>	Philippe MOULIN	Jacques ROUSSEAU
<b>JARCIEU</b>	Jacqueline HUGONNARD	Franck DAVION
<b>MOISSIEU sur DOLON</b>	PRAT Louise	Gilbert MANIN
<b>MONSTEROUX-MILIEU</b>	Jean Paul MONTAGNIER	MANCIOPPI A.M
<b>MONTSEVEROUX</b>	Agnès BISSARDON	Annie SECCO
<b>PACT</b>	Anne-Marie ESPEZEL	Mireille BERTINO
<b>PISIEU</b>	Murielle GRIFFET	Thierry RUSSIER
<b>POMMIER de BEAUREPAIRE</b>	Mireille BOUVIER	Lilian GALAMAND
<b>PRIMARETTE</b>	Adèle CARRION	Angéline APPRIEUX
<b>REVEL-TOURDAN</b>	Marie-Claude PINGET	Corine LAMBERT
<b>St BARTHELEMY</b>	<b>Jean Claude FRANDON</b>	Marie-Andrée METAY
<b>St JULIEN de L'HERMS</b>	Gilles SIVIGNON	Gaëlle MASSAT

#### Commission Voirie

Communes	Délégués	Suppléant
<b>BEAUREPAIRE</b>	Jean Claude LEBEAU	
	Alain BERHAULT	
	Jean Luc PETIT	
	Jacques DIMIER	
<b>BELLEGARDE-POUSSIEU</b>	Gilbert PERROT	Jérôme DESORMAIS
<b>CHALON</b>	Jean Paul PACALLET	
<b>COUR ET BUIS</b>	Philippe MOULIN	Patrick PEYRON
<b>JARCIEU</b>	Jean Luc MERMET	David GIRARD
<b>MOISSIEU sur DOLON</b>	Christian FANJAT	Luc GERLAND
<b>MONSTEROUX-MILIEU</b>	Gérard ROUX	Max RIBAUD
<b>MONTSEVEROUX</b>	Bernard CLECHET	Alain ALLEC
<b>PACT</b>	Gilbert AUBERT	Pierre MARTIN
<b>PISIEU</b>	Yvan REYNAS	Jean Louis GIRARD
<b>POMMIER de BEAUREPAIRE</b>	Christian PERON	Guillaume ARGOUD
<b>PRIMARETTE</b>	Jean Louis DELAY	Jean Daniel POURCHERE
<b>REVEL-TOURDAN</b>	Jean Claude ALLIGIER	Sylvie DEZARNAUD
<b>St BARTHELEMY</b>	Claude SERPINET	Laurent GIRIER
<b>St JULIEN de L'HERMS</b>	Luciano LARI	Jean Claude GOMIERO

Charger le Président de l'exécution de la présente délibération.

DECISIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

### 13. Tarifs photocopieurs

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la loi W78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal,

Vu le décret n°2005-1755 du 30 décembre 2005 relatif à la liberté d'accès aux documents administratifs et à la réutilisation des informations publiques,

Vu l'arrêté du 1er octobre 2001 relatif aux conditions de fixation et de détermination du montant des frais de copie d'un document administratif,

Considérant que la liberté de choix du demandeur sur les modalités de délivrance d'une copie d'un document administratif s'exerce dans la limite des possibilités techniques de l'administration,

Considérant qu'en cas de simple consultation, l'administration peut définir les horaires d'accès ou organiser des rendez-vous entre ses services et les demandeurs,

Considérant que le mode de communication choisi ne doit pas nuire à la préservation et à la bonne conservation des documents,

Considérant que lorsque la demande porte sur un nombre de documents particulièrement important, l'administration est en droit de proposer une consultation sur place suivie de la délivrance de photocopies des éléments qui auront été sélectionnés à cette occasion sous conditions de paiement,

Considérant qu'il convient de fixer les tarifs de délivrance de copie de documents délivrés par la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire pour prendre en compte l'évolution de la réglementation et des techniques de communication,

Il est proposé de fixer :

- le tarif de copie des documents administratifs à :

Page formation A4 impression noir et Blanc	0,18 €
Cédérom	2,75 €

- les modalités de réalisation des copies sollicitées :

L'administré devra faire une demande préalable auprès de l'administration avec signature d'un devis.

Un titre sera alors émis et l'administré pourra payer à sa convenance auprès des services de la trésorerie.

Les copies seront faites une fois l'encaissement constaté.

**Le conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :**

**Fixer** les tarifs de copie des documents administratifs à :

Page formation A4 impression noir et Blanc	0,18 €
Cédérom	2,75 €

**Fixer** les tarifs de copie de documents administratifs sur les autres supports, égal au coût total réel des frais de reproduction supportés par la collectivité,

**Décider** des modalités de mise à disposition des copies suivantes :

- la demande de copie devra être effectuée au préalable avec signature d'un devis
- l'émission d'un titre sera établie permettant à l'administré de payer auprès des services de la trésorerie, selon sa convenance, le coût des copies
- les copies seront transmises à l'administré une fois l'encaissement constaté

**Décider** de mettre à la charge du demandeur les frais d'envoi des documents communiqué selon les modalités d'envoi postal choisi par le demandeur et selon les tarifs postaux en vigueur,

**Charger** le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

DECISIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

## **VII- INFORMATION SUR LES DECISIONS PRISES PAR LE PRESIDENT DANS LE CADRE DES DELEGATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

Vu la délibération du 28 septembre 2015 modifiée relative aux délégations de pouvoir données au Président par le Conseil communautaire,

Dans le cadre de la délégation accordée au Président de la Communauté de Communes, les décisions prises en vertu de cette délégation, et notamment celles

- concernant les MAPA dont le montant est inférieur à 90 000 € HT doivent faire l'objet d'une information.
- Concernant la conclusion de baux simples tels que bail commercial ou simple location
- Concernant dans la limite de 1 000 000 € à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget
- Concernant l'exercice au nom de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire des actions en justice ou la défense dans les actions intentées à son encontre
- Décider de la conclusion de convention de gestion sans incidence financière pour le budget intercommunal

Présentation des décisions passées en mars 2018 :

<b>Date</b>	<b>Objet</b>	<b>Montant HT</b>
9 mars	DECI 11 Travaux de maçonnerie reprise de mur derrière le cinéma	2 183,00 € HT Société Kocaksoy
19 mars	DECI 12 Mission de programmation architecturale espace kiné maison de santé pluri professionnelle	2 000,00 € HT Quemin Bruno
20 mars	DECI 13 Mission de maîtrise d'œuvre pour le projet d'aménagement d'un cabinet médecin en cabinet dentaire à la maison de santé	6 400,00 € HT Quemin Bruno
20 mars	DECI 14 Mission de maîtrise d'œuvre pour le projet d'aménagement d'un local libre en pôle kiné à la maison de santé	22 885,00 € HT (estimation) Quemin Bruno
26 mars	DECI 15 Aménagement de sécurité ouvrage d'art Revel Tourdan	3 350,00 € HT Marchand SAS
26 mars	DECI 16 Aménagement de sécurité ouvrage d'art St Barthélémy	20 820,00 € HT Marchand SAS
26 mars	DECI 17 Bail professionnel maison de santé Mr PROST médecin urologue	41,67 € HT / mois (2 <sup>ème</sup> mercredi après-midi de chaque mois)
26 mars	DECI 18 Bail professionnel maison de santé Mme VILLARD diététicienne	108,00 € HT / mois (journée du mardi toutes les semaines)
27 mars	DECI 19	4 597,05 € HT APAJH



	Entretien des points d'accueil tourisme et des abords de la ferme courtoise à Cour et Buis	
28 mars	DECI 20 Travaux d'élargissement d'un ouvrage d'art Pisieu	15 195,00 € HT

**Le conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :**

**Prendre acte** des présentes décisions

DECISIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

## **VIII- QUESTIONS DIVERSES**